

Savoirs anthropologiques et rapports de pouvoir : introduction

Autor(en): **Leresche, Frédérique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Swiss Journal of Sociocultural Anthropology = Revue suisse d'anthropologie sociale et culturelle = Schweizerische Zeitschrift für Sozial- und Kulturanthropologie**

Band (Jahr): **28 (2022)**

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1036183>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

SAVOIRS ANTHROPOLOGIQUES ET RAPPORTS DE POUVOIR

Introduction

Frédérique Leresche

Résumé

Ce dossier thématique propose de réfléchir aux conditions de production du savoir à partir d'une lecture du monde social qui tente de rendre compte de l'imbrication des rapports de domination. Il s'inscrit ainsi dans le prolongement des recherches qui explicitent la dimension située des savoirs et de leur production et rassemble des travaux qui mettent en lumière, en prenant en compte de manière réflexive le lieu d'énonciation, comment la recherche est façonnée par les relations de pouvoir – y compris dans une perspective intersectionnelle qui considère, entre autres, les imbrications des systèmes de sexe, de classe, de race, de validisme, d'âge – et comment les individus questionnent, acceptent et/ou subvertissent les relations de pouvoir.

Mots-clés : *savoir situé, rapports de pouvoir, intersectionnalité*

ANTHROPOLOGICAL KNOWLEDGE AND POWER RELATIONS INTRODUCTION

Abstract

This special issue provides an opportunity to reflect on the conditions for knowledge production by interpreting the social world in a way that recognizes the interconnected nature of power relations. Building on existing research that has emphasized the situated character of knowledge and its production, the contributing authors develop a reflexive understanding of sites of expression to better highlight how power relations shape research (including through an intersectional approach that considers interactions between dynamics of sex, class, race, ableism, age, etc.) and how individuals challenge, accept, and/or subvert power relations.

Keywords: *situated knowledge, power relations, intersectionality*

L'anthropologie a construit nombre de ses réflexions méthodologiques et épistémologiques en s'intéressant à une série de savoirs produits par des personnes en situation de subalternité (Sarker 2015) et qui pour cette raison tendent à être ignorés ou dénigrés.

Celles, par exemple, des féministes, celles des personnes altérisées et / ou racisées, ou celles des autochtones. Ces différentes voix se distinguent dans leur manière d'interroger le pouvoir. Dans les années quatre-vingt-dix, les féministes de *Women Writing Culture* (Behar et Gordon 1995) réagissent au postulat du *Writing Culture* proposé par James Clifford et George Marcus (1986) qui visait à questionner l'objectivité de la recherche ethnographique et son caractère situé, voire fictionnel. Certaines chercheuses, à l'instar de Lila Abu-Lughod (1996), proposent alors une critique plus radicale de la construction binaire entre soi et un Autre, argumentant notamment que la construction de l'altérité est le fruit d'une histoire coloniale. Par la suite, les chercheuses et chercheurs autochtones se sont attelés à décoloniser les méthodologies de recherche (Smith 2021). Plus récemment, les personnes qui se réclament du *Global South* (Santos 2016) et les personnes racisées ont encore développé ces réflexions (Parnell-Berry et Michel 2021).

Cependant, l'attention à la dimension émique de la domination ne revalorise pas automatiquement des savoirs *minoritaires* puisque ces derniers, «pour gagner en dignité théorique et universitaire, doivent se défaire du stigmate du militantisme et doivent par conséquent être détachés de ceux qui en portaient la voix en première instance» (Bentouhami-Molino 2017, 101). Au-delà de repenser qui inclure autour de la table, il s'agit aujourd'hui de questionner «ce qui figure au menu» (Bilge 2020), pour pouvoir modifier en profondeur les critères de ce qui fait que quelque chose devient *bon à penser* en recherche et ce qui définit son intérêt.

Un des principaux enjeux est alors de considérer les lieux de production des savoirs dans une perspective épistémologique (Bentouhami-Molino 2015; Grosfoguel 2007) pour mettre en évidence leur caractère situé, mais aussi pour s'interroger sur la façon dont les perspectives voyagent ou sont utilisées dans d'autres contextes. Par exemple en s'intéressant à la manière dont les apports produits dans le sud global peuvent éclairer les questionnements du nord global (Leresche 2019).

Ce dossier thématique s'inscrit ainsi dans le prolongement des recherches qui explicitent la dimension située des savoirs et de leur production. Il rassemble des travaux qui mettent en lumière, en prenant en compte de manière réflexive le lieu d'énonciation, comment la recherche est façonnée par les relations de pouvoir – y compris dans une perspective intersectionnelle qui considère, entre autres, les imbrications des systèmes de sexe, de classe, de race, de validisme, d'âge – et comment les individus questionnent, acceptent et / ou subvertissent les relations de pouvoir.

Différents angles peuvent être privilégiés pour le faire, comme le montre la pluralité des apports théoriques et méthodologiques proposés dans les articles de ce dossier. Ces angles concernent autant les démarches choisies comme la perspective décoloniale, l'approche intersectionnelle, l'approche participative ou collaborative, que les différentes thématiques étudiées qui portent sur les enjeux de publication, les enjeux de représentation, les questions méthodologiques et les contextes matériels dans lesquels la recherche se produit.

Les contributions théoriques et méthodologiques qui traversent ce dossier thématique ont comme projet commun de décroisonner / décoloniser la discipline au sens d'opérer une mise à distance de ce qui fait la norme de la scientificité et de proposer des outils concrets pour le faire. Ces contributions abordent des sujets que nous allons détailler en trois points: les contextes d'énonciation (précarité et injonction à la publication), les lieux d'énonciation et l'autorité de

la prise de parole (qui parle, pour qui et comment), les contextes familiaux des chercheurs et des chercheuses (imbrication des sphères privées et professionnelles).

La construction et la coordination d'un dossier thématique ont également engagé des questionnements qui s'imbriquent dans les problématiques présentées dans les articles. La dernière partie de cette introduction revient sur les principaux enjeux qui ont traversé la réalisation de ce dossier thématique.

Les contextes d'énonciation: la précarité dans la recherche et l'injonction à la publication

Au moment de rédiger cette introduction, un postulat pour l'égalité des chances et le soutien de la relève académique vient d'être adopté par le Conseil fédéral (postulat 22.3390). Cette adoption est le résultat d'un long travail réalisé par un comité de chercheurs et de chercheuses directement concerné par la précarité de l'emploi et travaillant dans différentes hautes écoles en Suisse. La pétition, qui a amené à l'adoption de ce postulat, avait comme vocation de rendre visible la précarité dans le monde académique suisse: notamment le manque de postes fixes et l'accumulation d'emplois précaires et mal rémunérés, la faible reconnaissance du travail des chercheuses et des chercheurs en début de carrière, le climat compétitif dans le monde de la recherche. La question de la précarité de l'emploi dans le monde académique est une réalité qui concerne l'ensemble des espaces nationaux.

C'est l'objet de l'article de Cheshta Arora et Debarun Sarkar qui est particulièrement éclairant pour la situation en Inde. Il montre que les débats sur la précarité dans le monde académique n'ont pas été articulés à la situation spécifique de l'Inde et n'ont pas profité à l'émergence d'un autre mode opérationnel de production des connaissances. L'injonction à la publication, qui est un critère d'admissibilité en thèse de doctorat en Inde, est doublée de la question de la traduction des articles dans des langues locales.

Nous avons rencontré un problème similaire dans la conception de ce dossier thématique. La question posée était de savoir en quelle langue publier les articles et l'introduction. Les appels de la revue (dans un contexte suisse plurilingue) sont généralement diffusés en français et en allemand (deux langues nationales) ainsi qu'en anglais pour pouvoir atteindre un public international. La majeure partie des propositions d'article reçues pour ce dossier avait été faite en anglais. Sur les cinq articles publiés, quatre sont en anglais, un en français et aucun en allemand. Or l'anglais est aussi la langue dominante dans une partie du monde académique.

Le choix de la langue est donc un choix politique, mais il est aussi sensible parce que la langue comme ce qu'elle permet de décrire participent de nos imaginaires et de nos constructions mentales et émotionnelles (Thiong'o 1986). Ainsi, la façon de traduire, de nommer la réalité qui nous entoure raconte quelque chose des rapports de pouvoir, comme le décrit très bien l'éditorial de ce numéro qui porte sur le changement de nom de la revue.

La légitimité de la prise de parole: qui parle, de qui et comment

Ce que nous produisons comme savoir dépend donc des conditions matérielles dans lesquelles nous pouvons le faire. Mais ces conditions dépendent aussi de la place qu'occupe celui ou celle qui parle dans l'espace social. L'article de Karen Mogendorff éclaire de manière heuristique les enjeux de reconnaissance scientifique à l'intersection du validisme et du genre, et montre que l'intégration de personnes en situation de handicap ne garantit pas toujours à ces dernières d'accéder à une légitimité dans l'expertise, voire peut renforcer le processus de catégorisation et de hiérarchisation des savoirs. À partir du postulat que le savoir est partiel, car situé, elle démontre que produire des connaissances est aussi déterminé par la relation plus ou moins normative que l'on a aux corps. Comme le montrent aussi certaines théories féministes du point de vue, cela a aussi des incidences sur ce qui est perceptible et sur les sens qui sont mobilisés pour percevoir et rendre compte du monde social.

Cet article fait évidemment écho à l'article signé par Arnaud Béal, Chantal Bruno, Benoît Eyraud, Valérie Lemard, Jacques Lequien et Isabel Miranda (Capdroit) sur l'injustice épistémique. Mais ce dernier concentre son analyse sur les enjeux de publication. Si les recherches critiques (décoloniales, participatives, féministes, autochtones, subalternes, etc.) ont posé la question de savoir qui parle pour qui et de quoi, peu se sont encore posées pas question de savoir comment. Ainsi, l'article de Capdroit porte sur les enjeux de la publication et plus précisément sur l'auteurisation des personnes impliquées dans une recherche (qu'elles soient celles qui mènent la recherche ou celles qui en font l'objet) pour montrer que la publication porte un double enjeu de reconnaissance d'une parole et de son autorité.

Dans le prolongement de ces questionnements, ceux notamment de savoir qui parle pour qui et comment, l'article de Juliane Neuhaus porte sur les relations entre les chercheurs et chercheuses d'Océanie et celles et ceux du monde occidental et de la Suisse en particulier. À partir d'une généalogie très complète de la décolonisation de l'anthropologie en Océanie, elle propose des outils pédagogiques et méthodologiques pour permettre un meilleur dialogue au sein de la discipline.

L'imbrication des sphères privées et professionnelles

Si les contextes professionnels et les lieux d'énonciation sont déterminant pour comprendre les conditions dans lesquelles la recherche se produit, il semble aussi nécessaire de prendre en compte les expériences des personnes dans l'ensemble des sphères dans lesquelles elles naviguent. Les chercheuses et les chercheurs n'exercent en effet pas leur métier «hors sol», mais sont au contraire ancré·e·s dans des réalités qui leur sont propres. On parle ici des conditions matérielles et personnelles (familiales ou privées) des chercheurs et chercheuses.

C'est ce que propose Madeleine Ayeh dans son article sur la prise en compte de la parentalité dans les processus de recherche. Elle montre le caractère ambigu de l'autorité ethnographique en décrivant la façon dont les expériences communes de parentalité ont joué comme catalyseur des relations et ont pu, dans un même mouvement, faciliter l'entrée sur les terrains et compliquer le travail organisationnel de recherche.

De manière transversale, les articles répondent en partie aux questions concrètes qui nourrissent les débats sur les conditions de production du savoir: quelles sont les pratiques ethnographiques qui permettent de rendre visible la collaboration avec les divers partenaires de terrain (co-rédaction, recherches participatives ou collaboratives, imbrication des sphères privées et professionnelles ...), et quelles sont les limites de telles approches. Plusieurs d'entre eux proposent des pistes alternatives – et leurs limites – non seulement théoriques, mais aussi pratiques pour prendre en considération les relations de pouvoir dans la production des savoirs. Le constat général est qu'une attention constante et très fine du caractère partiel de la recherche semble nécessaire, même si cela risque de limiter la portée généralisante des conclusions.

Les articles dévoilent en effet tous comment la critique des relations de pouvoir au sein des processus de recherche est limitée par de nouvelles configurations hiérarchiques. Les articles de Capdroit et de Karen Mogendorff décrivent très bien comment la participation des personnes concernées par l'objet d'étude ne garantit pas à ces dernières d'accéder à une légitimité scientifique, voire renforce l'écart entre corps normés et légitimes et corps illégitimes. Cheshta Arora et Debarun Sarkar montrent comment le focus sur la critique postcoloniale en Inde aveugle la critique des infrastructures à l'origine de la précarité des candidat·e·s au doctorat. Dans le même sillage, l'article de Juliane Neuhaus dévoile comment le processus de décolonisation de la discipline peut également être exclu, dès lors qu'il ne prend pas en compte certains lieux d'énonciation de la critique, ici l'Océanie. Madeleine Ayeh quant à elle, décrit finement comment la dépendance à la famille peut être détournée pour en faire un outil d'accès au terrain.

Faire et défaire: les coulisses de la production d'un numéro spécial

L'objectif de ce dossier thématique est de réfléchir aux conditions de production du savoir à partir d'une lecture du monde social qui tente de rendre compte de l'imbrication des rapports de domination. Cet objectif a ainsi animé les différentes étapes de la construction du numéro. Il semble en effet impossible de questionner les conditions de production du savoir et les moyens de décoloniser les processus, sans réfléchir aux conditions dans lesquelles un dossier spécial comme celui-ci peut se faire. Puisque nous¹ avons demandé aux auteur·ice·s de porter une attention spécifique aux reconfigurations de pouvoir à l'œuvre dans leurs recherches, nous avons choisi de faire ce même exercice de réflexivité, car nous pensons qu'il éclaire les limites du processus de publication. Cette partie suit de manière chronologique les différentes étapes du processus, mais démarre au moment où les propositions sont reçues et ignore ainsi ce qui lui précède (appel à coordonner un dossier spécial, invention et rédaction d'une proposition, évaluation, rédaction de l'appel), dans ce sens le compte rendu est partiel.

D'abord le choix des propositions. Trente-neuf propositions ont été envoyées à la revue par des personnes en doctorat, en master, en poste de professeur·e, en postdoctorat, assistant·e de recherche, sans statut académique. Outre l'intérêt des propositions, leur caractère prometteur,

¹ La première personne du pluriel est privilégiée ici car elle permet de rendre compte du fait que de nombreuses personnes ont été impliquées dans ce processus réflexif, à des degrés variables ou à des moments différents.

leur cohérence avec l'appel, les réponses proposées ou les nouveaux questionnements qu'elles apportaient, s'est alors posée la question de savoir quels autres critères prendre en compte.

L'objet de recherche, la zone géographique étudiée et les lieux de travail des chercheurs et chercheuses étaient des critères qui allaient de soi. Il semblait en effet impossible de réaliser un dossier sur les conditions de production des savoirs sans prendre en compte les lieux de production. En l'occurrence, nous n'avons reçu que des propositions venant d'Europe, du Canada et une d'Inde. Peut-on suggérer que les réseaux de diffusion d'une revue reproduisent une distinction des lieux de production du savoir légitime? Ou que les revues sont inégalement positionnées sur l'échelle de reconnaissance internationale et reflètent des intérêts variés pour les scientifiques? C'est en tout cas le constat que font Cheshta Arora et Debarun Sarkar sur la situation en Inde.

Les lieux d'énonciation renvoient aussi à la position des personnes dans l'espace social. Les critères de genre, de validisme, d'âge académique, la position professionnelle, l'appartenance ethnique ont alors fait partie des critères de sélection. Cela reste des choix subjectifs, donc contestables, mais qui montrent aussi notre propre rôle d'éditeur·ice·s et de coordinateur·rice·s de numéro, notre pouvoir de décider à qui donner la parole ou non.

Ensuite l'expertise des articles. Il paraissait important que l'expertise puisse aussi être produite par des personnes qui n'occupent pas forcément des postes stables. Encourager le renouvellement de la pensée par les contributions de jeunes chercheuses et chercheurs, de les faire participer à ce qu'on définit comme l'expertise, semble être une voie pour décoloniser la discipline. Cependant en demandant à des personnes déjà précarisées professionnellement d'effectuer des tâches non rémunérées et invisibilisées – les expertises devant être faites de manière anonyme, elles ne peuvent pas être valorisées dans les curriculum vitae – nous encourageons alors un système inégal de construction du savoir².

La revue fonctionne avec une relecture en double aveugle, par deux expert·e·s externes, plus une relecture par une personne du comité scientifique. Cela donne trois expertises par article. Pour un dossier de cette taille, avec cinq articles rédigés, cela fait quinze personnes qui ont travaillé gratuitement. Et cela sans compter le travail des éditeur·trice·s responsables de la revue et des éditeur·trice·s invité·es.

Alors pourquoi autant de ressources mobilisées pour publier un dossier thématique?

Coordonner un numéro thématique sur le pouvoir en anthropologie est l'occasion d'ouvrir des chantiers de réflexions sur les conditions de production du savoir, mais aussi sur une forme d'éthique du soin. L'ensemble des articles présentés ici font état de relations de dépendance à des contextes académiques, politiques, familiaux, ou à des normes sociales. Publier un numéro thématique qui rende compte de ces relations s'inscrit alors dans la perspective du care qui est «indissociablement éthique et politique, car elle élabore une analyse éminemment critique des relations sociales masquées ou dévalorisées et organisées autour de la dépendance et de la vulnérabilité» (Laugier 2013, 165).

Nous avons tenté d'y répondre le mieux possible, même si parfois aucune réponse satisfaisante n'a été trouvée. Peut-être que la publication des articles est une fin en soi, dans le sens

² Cette critique est pourtant à nuancer, tant les tâches non valorisées et souvent gratuites sont déjà effectuées par des personnes qui se trouvent en début de carrière.

qu'il est l'aboutissement de l'ensemble de ce processus de soin nécessaire à la construction du savoir scientifique – par le partage du temps, des expériences, de l'attention et des idées - et qui a besoin d'être visible pour exister.

Reste une question ouverte: rédiger des articles, des livres, des thèses, des communications, ou toute autre forme qui permette de rendre visible un travail de recherche, suppose de pouvoir le faire, c'est-à-dire de se trouver dans des conditions qui permettent de faire un travail de rédaction et de révision. En effet, tout le monde n'a pas accès de manière égale aux ressources, de temps, d'énergie, de disponibilité mentale, de matériel informatique, ou encore de revues en ligne, etc. Tout le monde n'est pas dans la position de pouvoir faire entendre sa voix comme une voix légitime. Dans ce contexte, comment se donner les moyens de questionner les conditions de production du savoir et de renouveler la pensée, lorsque les conditions de production des savoirs (matérielles, symboliques, morales ou politiques) des chercheurs et des chercheuses ne permettent pas de prendre des risques épistémologiques?

Remerciements


Je remercie Anne Lavanchy pour nos échanges généreux et bienveillants ; les éditeur·trice·s en chef·fe·s passé·e·s et présent·e·s pour l'accompagnement sans faille : Isabelle Zinn, Laura Affolter, David Loher, Joanna Menet, Matthieu Bolay, Filipe Calvao ; et Nathalie Garbely pour la patience et les relectures attentives.

Références

- Abu-Lughod, Lila.** 1996. « Writing Against Culture ». In *Recapturing Anthropology: Working in the Present*, édité par Richard G. Fox, 137–162. Santa Fe: School of American Research Press.
- Behar, Ruth, et Deborah A. Gordon (dir.).** 1995. *Women Writing Culture*. Berkley: University of California Press.
- Bentouhami-Molino, Hourya.** 2017. « Audre Lorde, la poésie n'est pas un luxe ». *Ballast* 6(1): 90–103. <https://doi.org/10.3917/ball.006.0090>
- Bentouhami-Molino, Hourya.** 2015. *Race, cultures et identités. Une approche féministe postcoloniale*. Philosophies. Paris: PUF.
- Bilge, Sirma.** 2020. « We've joined the table but we're still on the menu ». *Routledge International Handbook of Contemporary Racisms*, édité par John Solomos, 317–331. Routledge: Abingdon, Oxon; New York, NY.
- Clifforf, James et George Marcus.** 1986. *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*. Berkeley: University of California Press.
- Grosfoguel, Ramón.** 2007. «The Epistemic Decolonial Turn». *Cultural Studies* 21(2–3): 211–223. <https://doi.org/10.1080/09502380601162514>
- Laugier, Sandra.** 2013. « Veena Das, Wittgenstein et Stanley Cavell. Le care, l'ordinaire et la folie ». In *Face aux désastres. Une conversation à quatre voix sur la folie, le care et les grandes détresses collectives*, édité par Anne M. Lovell, Stefania Pandolfo, Veena Das, et Sandra Laugier, 161–192. Paris : Les Éditions d'Ithaque.

- Leresche, Frédérique.** 2019. «La critique portée par le non-recours aux droits sociaux : propositions pour développer une approche subaltern». *SociologieS* [En ligne] mis en ligne le 23 mai 2019. <http://journals.openedition.org/sociologies/11438>
- Parnell-Berry, Bel, et Noemi Vanessa Michel.** 2021. «Editing as Anti-Racism». *ISRF Bulletin* 23: 63–70.
- Santos, Boaventura de Sousa.** 2016. *Épistémologies du Sud, Mouvements citoyens et polémique sur la science*, traduit par Jean-Louis Laville. Paris: Desclée de Brouwer.
- Sarker, Sonita.** 2015. «Subalternity In and Out of Time, In and Out of History». In *Gramsci and Foucault: A Reassessment*, edited by David Kreps, 91–110. Ashgate: Farnham & Burlington.
- Smith, Linda Tuhiwai.** 2021. *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*. Third edition. London: Zed.
- Thiong'o, Ngugiwa.** 1986. *Decolonising the Mind: The Politics of Language in African Literature*. London: James Currey-Heinemann.

Autrice

Frédérique Leresche  est comédienne et anthropologue. Ses recherches portent sur les droits sociaux et la relation des individus à l'État. Elle s'intéresse en particulier aux stratégies agentives des individus et à leurs capacités à subvertir les normes.

frederique.leresche@hefr.ch

Haute École de travail social de Fribourg, HES-SO